



ASSOCIATIONS



COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.

Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.

Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :CAP A CITE.....

Numéro SIRET : | 7 | 9 | 11814 | 5 | 14911 | 0 | 0 | 0 | 17 | 1

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W343016224

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations : : | | | | | | | |

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Notre action sur l'année 2019 s'est particulièrement centrée sur l'accompagnement et la sécurisation du parcours d'insertion professionnelle des jeunes adultes en situation de handicap au sein des entreprises et/ou en centres de formation en y apportant réflexions et outils nécessaires pour répondre aux besoins d'accompagnement spécifique et de formation adaptée pour ce jeune public.

La réalisation de ces outils émane de tout le travail que nous avons pu effectuer avec ces jeunes durant leur parcours à Cap A Cité ; l'objectif étant qu'ils puissent répondre aux mieux aux attendus de notre société tant sur les requis nécessaires pour entrer dans le monde du travail, qu'aux exigences de la vie quotidienne.

Travailler avec le jeune sur un projet professionnel c'est pouvoir, à travers différents supports, évaluer plusieurs paramètres permettant de mettre en exergue le « profil du jeune » et ainsi faciliter son « admission » dans une dynamique citoyenne.

Sur le centre de formation ainsi que lors des mises en stages, des évaluations sont réalisées quant :

- Aux compétences attendues sur les tâches et missions du poste,
- A sa capacité de compréhension, de prise d'initiative
- A son endurance et rentabilité au sein de l'entreprise
- A sa capacité à entrer en relation avec son environnement social
- A son autonomie, qu'elle soit dans les transports que sur sa capacité à s'exprimer, à interagir sur et avec son environnement professionnel et social
- Son besoin, voire la nécessité de reprise de soin pour pouvoir élaborer un projet professionnel, projet de vie adapté à sa personne.

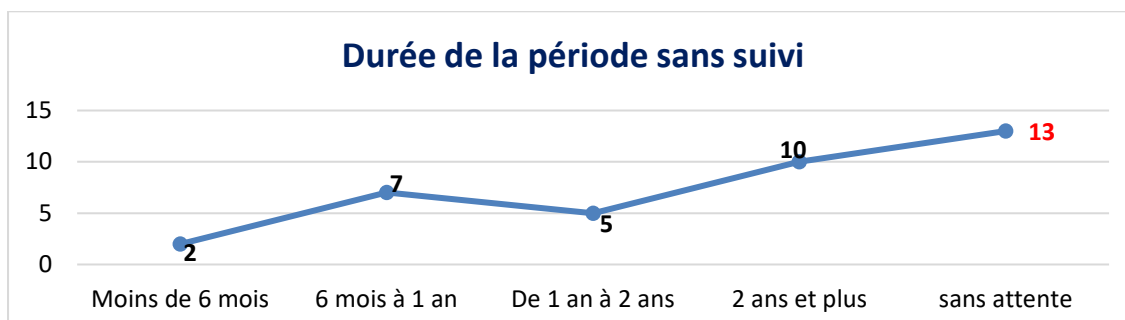
Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Le nombre de stagiaire accueillis sur la période, janvier 2019 à décembre 2019 est de 37 jeunes. 13 nouveaux entrants sur l'année.

Répartition selon la tranche d'âge, de sexe et pathologie

Sur les 37 jeunes accueillis,

- 25 sont des hommes et 12 sont des femmes. Le nombre d'hommes reste identique à celui de 2018 avec une augmentation de 2 femmes sur 2019.
- En 2019, 16 jeunes ont moins de 18 ans (contre 12 en 2018, et 8 en 2017). L'inversion de la courbe de la tranche d'âge des jeunes accueillis sur Cap A Cité énoncée depuis 2 ans est constante. Cette analyse des tranches d'âges conforte nos actions de prévention sur les ruptures d'accompagnement. Ce travail est effectué essentiellement en partenariat avec l'Education Nationale, les missions locales et le réseau associatif.
- Pour le bilan de l'année 2019, nous avons retravaillé les paramètres de « la durée du temps sans suivi » avant d'être inscrit sur le dispositif, en y ajoutant le critère « sans attente » correspondant à une période inférieure ou égale à 3 mois. Cet espace-temps équivaut majoritairement à celui d'une fin de scolarité au mois de juin avec une inscription sur Cap 'A Cité à la rentrée en septembre.



Pathologies

- 11 jeunes présentant des troubles du Spectre Autistique- TSA- (9 en 2018)
- 10 jeunes présentant des Troubles spécifiques des apprentissages (constellation des DYS) – 11 en 2018
- 4 jeunes présentant une maladie neurologique
- 3 jeunes présentant des troubles psychiques
- 6 jeunes présentant des Troubles Déficitaires de l'Attention
- 2 jeunes ayant un déficit intellectuel
- 1 diagnostic non posé

L'année 2019 a été marquée par une **augmentation croissante des jeunes porteurs d'autisme (TSA)**. Cette augmentation reflète le besoin d'accompagnement spécifique de cette population que Cap A Cité a démontré, sur ces années, pouvoir effectués. La reconnaissance et la confiance qui nous sont accordées par les divers réseaux spécialisés dans l'accompagnement de ce public, tel que la maison de Manon, les SESSADs, le réseau sésame autisme, l'UDSAA (Unité de diagnostic et de soins de l'autisme à l'âge adulte) du CHU de Montpellier).

Lieu de résidence des jeunes

Sur les 37 jeunes accueillis :

- 20 résident à Montpellier,
- 8 dans l'agglomération
- 9 hors métropole (5 venant de l'Est Hérault et 4 de l'Ouest Hérault). Pour certains le trajet de leur domicile au centre de formation représente 3h00 de temps au quotidien, pour autant, ils restent motivés, présents et ponctuels.

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

- Du 2 janvier 2019 au 31 décembre 2019 : l'action s'est déroulée près du centre de préformation Cap 'A Cité au 7 rue Dom Vaissette à Montpellier
- Déplacements réguliers sur Béziers au vu d'effectuer le repérage des jeunes sans solution et de participer à des réunions de travail avec le centre autisme attaché au CH de Béziers
- Déplacements fréquents sur tout le territoire :
 - o Accompagner les jeunes auprès des entreprises
 - o Accompagner l'entreprise dans l'accueil du jeune, bilan
 - o Accompagner les jeunes auprès des services pôle emploi, mission locale...
 - o Présenter le dispositif auprès des divers acteurs opérationnels.

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

Le travail fait en amont, lors des ateliers mis en place par Cap A Cité et pendant les périodes de stages, sur l'écriture du « profil du jeune » ont permis de mieux repérer certains freins pouvant conduire à la non-faisabilité du projet.

Il est effectivement nécessaire de pouvoir dépasser ses freins en identifiant les outils nécessaires à mobiliser et ce au vu de définir et d'aboutir à la réalisation d'un projet professionnel réalisable tenant en compte des spécificités de chaque jeune.

Les évaluations faites au début de l'accompagnement Cap 'A Cité, lors des divers ateliers et ceux des habiletés sociales et d'autonomie, ont permis de déceler que sur les 37 jeunes que nous avons accompagnés cette année :

- 17 d'entre eux étaient en capacité à s'exprimer sur leur personne et leurs expériences de façon adaptée
- 10 étaient en capacité de s'exprimer de manière claire avec le soutien d'un tiers :
- Et 10 étaient en incapacité de s'exprimer

Nos ateliers ont permis de travailler spécifiquement sur ces compétences sociales attendues en milieu professionnel et dans la vie quotidienne.

Sur le projet professionnel :

- 19 avaient une envie professionnelle définie
- 18 n'avaient pas d'envie professionnelle définie

Sur les 19 jeunes qui avançaient avoir fait le choix d'un métier seulement 4 avaient une connaissance approfondie sur le métier choisi, 9 en avaient une connaissance partielle et 6 d'entre eux aucune

Cette « photo initiale » de la situation du jeune quant à ses objectifs, projections ont permis d'accompagner chaque jeune vers un ancrage dans la réalité partant de requis identifiés par lui en amont.

Il est à rappeler que notre public est spécifiquement porteur d'autisme et troubles Dys et nécessite d'une attention particulière sur le décodage des attendus.

Ce repérage va permettre de cibler les besoins en termes d'outils partant de situation et besoin concret, permettant au jeune de répondre au plus proche des attendus

Au sortir de l'accompagnement Cap A Cité, lorsque les jeunes entrent en poste de travail et/ou entrent en formation, nous mettons en place un suivi qui vise à sécuriser son parcours.

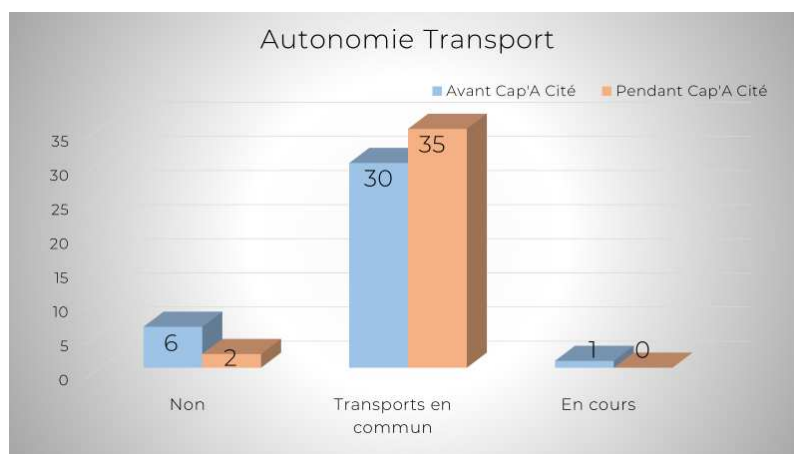
Il s'agit de personnaliser le parcours du jeune, en étant attentifs aux freins liés à sa situation de handicap et d'éviter toute nouvelle interruption dans le parcours. Cet accompagnement de proximité (tant auprès du jeune que de l'entreprise et/ou du centre de formation) se traduit par des contacts physiques et téléphoniques hebdomadaires puis mensuels durant une période d'environ 12 mois, selon le besoin identifié des 2 parties.

Sur la perception de soi

Sur les 37 jeunes suivis, 26 pouvaient nommer leur handicap, 11 ne le connaissait pas

Mais sur ces 37 jeunes seulement 11 d'entre eux pouvaient Identifier les spécificités liées à sa situation de handicap. Notre travail a été celui d'accompagner le jeune dans l'approche de la reconnaissance de son handicap et des limites qu'il peut engendrer face à certaines situations, commandes, ordre de tâches à réaliser. Cette reconnaissance lui permet de mieux identifier ce qu'il peut faire, a du mal à faire ou ne peut pas faire. Mettre un mot, un nom, pouvoir verbaliser permet au jeune de mieux se connaître, petit à petit de se respecter et s'apprécier et lui apporter une vision plus réaliste de ce qu'il va pouvoir entreprendre sans se placer dans une situation « d'échec » et d'incompréhension de son interlocuteur.

On ne peut parler de travail sans aborder la question de l'accessibilité. Sur ce point, la majorité des jeunes que nous accompagnons ont une autonomie dans les transports en commun, mais cette autonomie se limite bien souvent au trajet en amont identifié du lieu de résidence à une destination établie. Ces freins sont souvent liés aux peurs de l'inconnu du stagiaire mais aussi de la famille ainsi qu'aux manques d'expériences, plus que d'une réelle incapacité à se déplacer. Dans ce contexte nous accompagnons les jeunes à se repérer, prendre confiance. Ce travail est en grande partie effectué par des éducateurs techniques stagiaires de l'IRTS, car aujourd'hui nous n'avons pas pu dégager une ligne budgétaire pour la création de ce poste, alors qu'essentiel pour l'obtention de résultat concluant dans l'accompagnement vers l'emploi.



Sur les apprentissages de base

Nous avons pu cette année mettre en exergue, grâce à de nouveaux critères d'évaluation, le delta entre le niveau annoncé des jeunes à leur arrivée sur le dispositif et le niveau que nous évaluons courant le premier mois d'accompagnement. En effet le niveau annoncé des jeunes est bien plus haut que celui évalué, cette « régression » dans les apprentissages peut être expliquée d'une part, pour certains, par le temps « sans suivi », qui comme nous l'avons mentionné peut approcher voire excéder les 3 années, et d'autres part, par la non-assimilation des bases attendues pour un niveau donné. Les premiers recueils de nos données amorcent à ce jour, que cette non-assimilation des bases peut avoir une corrélation avec les troubles du jeune et non due à une incapacité de mettre en place de nouveaux apprentissages. L'approche didactique que nous apportons par le travail sur l'écriture de nouveaux référentiels apporte à cet effet des progrès dans certaines matières et pour certains de nos jeunes.

Sur l'accompagnement des familles

Cap A Cité accompagne le jeune et sa famille vers une reprise de soin et ce afin de pouvoir élaborer un projet professionnel pouvant tenir dans le temps. Sans cette étape tout projet serait voué à s'interrompre de façon imprévue.

L'objectif étant de sécuriser le parcours pour l'entreprise mais aussi et surtout pour le jeune et la famille.

Cet accompagnement vers une reprise de soin peut être orienté vers des services spécialisés de l'hôpital et/ou vers des professionnels en libéral.

Dans ce cadre nous avons mis en place un partenariat opérationnel avec une orthophoniste, et un psychologue qui interviennent sur site et reçoivent également les jeunes dans leur cabinet. Nous travaillons également sur la coordination des parcours avec les services de l'UDSAA, l'EDIT, la Coordination, les divers SESSAD...

Ces accompagnements permettent également de réévaluer la situation de handicap pour une meilleure prise en charge ; en exemple un jeune dont le diagnostic était de multi-dys dans son enfance, après évaluation, l'UDSAA a posé le diagnostic de trouble du spectre autistique.

Les chemins tortueux qu'ont souvent emprunté ces jeunes ont bousculé leur propre équilibre et personnalité et se sont ajoutés au cours des années des troubles annexes, tel que trouble de la relation, angoisse, dévalorisation de sa personne, dépression... Dans notre accompagnement ce n'est pas temps le trouble posé d'autisme, de dys ...qui est complexe à accompagner, puisqu'identifier, mais le caractère insidieux et non identifié d'un traumatisme émergent et s'incarnant en trouble « annexe ».

C'est pourquoi la confiance des familles et des jeunes nous offre la possibilité d'ouvrir une faille dans le mur de freins et de refus construits au cours de leur parcours douloureux et ainsi pouvoir reconstruire avec elles un projet de vie pour leurs enfants mais aussi pour elles.

Nous accompagnons également la famille dans la rédaction des dossiers MDA (MDPH), pour les diverses demandes :

- Reconnaissance de la situation de handicap
- Demande Allocation, AEEH, AAH
- Orientation ESAT
- Orientation CRIP
- Orientation CFAS
- PCH
- SAMSA, SAVS..... ;

Et surtout

- Pour une demande de complément pour frais Cap A Cité. Les membres des commissions accordent aujourd'hui assez régulièrement cette aide aux familles, mais en aucun cas la somme attribuée correspond au coût réel de notre prise en charge.

Sur notre réseau partenaires

L'objectif que nous nous étions fixés en début d'année a été surpassé. En effet, 2019 a vu l'élargissement de notre réseau de partenaires. Nous avons signé des conventions avec :

- Le CRIP UGECAM (dans le cadre de la découverte des différentes formations proposées par l'établissement),
- Le CCAS d'Agde (ce qui nous a permis de démarrer des permanences en janvier 2020. Nos objectifs mutuels étant de pouvoir effectuer un repérage sur le territoire Agathois et proposer des solutions d'accompagnement.
- L'Institut de recherche sur l'autisme (IRPA) : dans le cadre de la découverte métiers (l'IRPA met à disposition de nos jeunes leur infrastructure et leur personnel qualifié dans l'accueil de TSA).

Actions en partenariat avec :

- Le ZINC . Les éducateurs spécialisés du Zinc animent pour les jeunes de Cap A Cité, des séances de prévention sur les conduites à risque (jeux vidéo, cyberdépendance ; drogue, alcool, sexualité...).
- De même, nous avons vu notre partenariat se renforcer avec les missions locales, l'Education Nationale mais surtout avec les services d'accompagnement spécialisé dans l'autisme tel que le réseau Sésame Autisme, l'UDSAA.
- Nous avons également fidélisé un réseau d'entreprises partenaires facilitant les mises en stages.

Sur les sorties :

10 jeunes sont sortis du dispositif en 2019 :

1 en emploi en Esat,

1 en entreprise adaptée,

1 en service civique,

2 en bénévolat au vu de valider une formation par la VAE

2 en centre de formation spécialisée (2isa)

2 en centre de formation de droit commun (CFA et objectif 3D)

1 abandon

En conclusion

Les actions que nous menons entrent dans le panorama institutionnel de notre territoire en apportant une solution concrète aux ESMS, tels que les ITEP, les SESSAD, certains services des Centres Hospitaliers tels que l'UDSAA, l'EDIT.....au CFAS, à l'emploi accompagné...

L'augmentation des orientations de jeunes porteurs d'autisme vers notre dispositif, vient attester la confiance donnée par les divers services du médico-social et souligne de ce fait que nous sommes le seul dispositif sur le territoire à proposer ce type d'accompagnement. La demande est croissante et elle le sera de plus en plus dans les années à venir.

Malheureusement aujourd'hui notre existence demeure précaire car malgré toutes ces reconnaissances de notre travail, de notre utilité publique, notre survie tient majoritairement sur un modèle économique établi par les contributions financières des familles.

Si pour l'année 2020 aucune ligne budgétaire autre que celle accordée par la Direccte dans le cadre du PRITH, et nous vous en remercions, n'est attribuée dans l'objectif de consolider et pérenniser le modèle économique, le dispositif Cap A Cité, aujourd'hui tant sollicité ne pourra dans la configuration actuelle perdurer dans le temps.

En 2019, la recherche de financement auprès du public et du privé s'est élevé à + de 160 000€, nous avons perçu 59 500€, un manque à gagner de de 100 500€. La contribution des familles a atteint + de 63 000€.

L'accompagnement d'un public porteur d'autisme nécessite une prise en charge toute particulière et un besoin régulier de formation pour l'équipe pédagogique et éducative de notre service. Malheureusement cette année aucunes formations prévues n'ont pu être réalisées par manque de moyen financier.

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 2019

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 – Achat	9 510	8 628	-8 %	70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	49 737	64 409	29 %
Achat d'études et de prestations de services	4 150	4 668	12 %	Prestation de services :	48 237	63 509	32 %
Fournitures non stockables	2 800	2 733	-2 %	Produits des activités annexes ESAT	1 500	900	-40 %
Fournitures d'entretien	1 500	816	-46 %				
Achats non stockés de matières et de fournitures	660	286	-57 %	74- Subventions d'exploitation²	111 120	66934	- 40%
Autres fournitures, divers activité pédagogique	400	126	-58 %	Etat : préciser le(s) ministère(s)	47 500	43056	%
61 – Services extérieurs	31 620	32 366	2 %	Direcct Prith	35 000	35 000	
Location + charges locatives Cap'A Cité	30 420	31 788	35 %	La Région	10 000	7143	
Entretien et réparation	500	96	-81 %	Mairie Montpellier	2 500	2 500	
Assurance	500	483	-3 %				
Documentation	200	0	100%				
		0	-100%	Organismes sociaux/ privées (détailler) :	57 620	17 191	-70%
62 - Autres services extérieurs	6 230	5 446	-13 %	Agefiph/Pôle Emploi	5 000		-100%
Rémunérations intermédiaires honoraires	2 100	2 214	5%	ASP Montpellier	17 620	17 191	-2 %
Publicité, publication	500	199	-60 %	Caisse d'Epargne	25 000	0	-100%
Déplacements, missions	2500	2041	-18 %	Fondation Klésia	10 000		-100%
Frais postaux et télécomm	900	776	-14 %				
Services bancaires, autres	230	216	-6 %	Partenaires Fondations assos privées :	6 000	5 100	-15 %
63 - Impôts et taxes	750	641	-15 %	Fondation orange		4 000	
Impôts et taxes sur rémuné	750	641	-15 %	Minolta Konica		1 100	
Autres impôts et taxes				75 - Autres produits de gestion courante	1 260	5692	352 %
64- Charges de personnel	113 932	112 332	-1 %	Cotisations	1 260	1 019	-19% %
Rémunération des personr	93 387	93 257	0 %	Dons manuels ou legs		4 673	
Charges sociales	20 545	19 075	-7 %	Rotary		3 000	100 %
Autres charges de personnel				Inner wheel		1500	100 %
				dons		173	100 %
65- Autres charges de ge courante	25	3	-87 %				
66- Charges financières				76 - Produits financiers	50	18	-64%
67- Charges exceptionnelles	100	0	100%	77- Produits exceptionnels	5 300	5562	5%
68- Dotation aux amortissements	5 300	5 562	5 %	78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
				791 - Transfert de charges		118	100 %
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	167 467	164 979	-1%	Total des produits	167 467	142733	-15 %

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴							
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	5 000	11770	135%	87 - Contributions volontaire nature	5 000	11770	135%
860- Secours en nature				870 - Bénévolat	4 000	11770	194%
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	1 000			871- Prestations en nature	1 000		
862 - Prestations							
864 - Personnel bénévole	4 000	11770	194%	875 - Dons en nature			
TOTAL	172 467	176 749	2%	TOTAL	172 467	154503	-8%
La subvention de 35 000 € représente 24% du Total des produits.							

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées :annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Charges fixes de fonctionnement 2019

Loyer+ charges= 31788€

Salaires + charges) =112 332€

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

60 ; ACHAT et 61 : SERVICE EXTERIEUR

Nous avons prévu de faire certains achats mais au vu de nos difficultés financières nous avons réduit les dépenses sur différents postes. Malheureusement ces restrictions ont été affecté sur des postes d'investissement pédagogique au grand dam des formateurs et des stagiaires. Nous avons également dû faire appel à des bénévoles pour effectuer la maintenance informatique. Les seuls frais effectués ont été ceux pour la maintenance des extincteurs. Nous n'avons pu embaucher une personne pour l'entretien des locaux que nous avons dû réaliser nous-mêmes (200m2- avec un passage de 30 personnes au quotidien).

74- Subventions d'exploitation^{2//} 111 120€ Attendus, 66934 perçus € un écart de 40% dû à 2 subventions prévues mais non perçues. Dans ce tableau il n'est pas représenté toutes les autres subventions pour lesquelles nous avons répondues au cours de l'année 2019 :

- 100% INCLUSION (7000€)
- KLESIA (20 000€)
- REPERER et MOBILISER LE PUBLIC INVISIBLE (36 000€)
- UNI' SON (2100€)
- CAISSE EPARGNE (25 000€)

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :
cf Tableau

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

L'année 2019 a été marquée par un mi-temps thérapeutique durant 6 mois et des arrêts maladies de plus de 2 mois. Pour une structure comme la nôtre, ce manque d'effectif sur des postes clés ont engendré un surplus de travail et des acrobaties dans la gestion du personnel et l'emploi du temps des jeunes.

Je soussigné(e), (nom et prénom).....Magali PINENQ.....

représentant(e) légal(e) de l'association ...CAP A CITE.....

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le05février 2020.....;àMontpellier.....

Signature



⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le « www.associations.gouv.fr »